

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: J'espère que mon honorable ami leur trouvera une qualité à ce point excellente que le retard ne sera pas très grand. Des deux bills relatifs au département de la Marine et des Pêcheries, un est déjà soumis à l'étude d'un comité de la Chambre et l'autre a été retiré. Je crois que l'autre projet de loi peut être déposé immédiatement.

M. BUREAU: Ajoute-t-on ces mesures aux bills qui figurent déjà au Feuilleton?

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Quant à ces derniers, nous étudions, en ce moment, la possibilité de laisser l'étude d'un certain nombre en suspens jusqu'à la prochaine session. Mon honorable ami peut être certain que nous ne désirons pas plus que lui rester ici durant cette température élevée, et il peut compter que nous donnerons toute l'attention possible au sujet qu'il avait sans doute dans l'idée, lorsqu'il a posé sa question.

M. BUREAU: Cette nouvelle liste n'indique aucune anxiété de terminer bientôt la besogne.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Elle démontre notre attachement à notre devoir, nonobstant la chaleur.

M. DENIS: Au Feuilleton figure présentement un bill ayant pour but d'encourager la construction et l'amélioration des grandes routes. Ce projet de loi est réellement important, à mon estime, et je voudrais savoir si le Gouvernement se propose ou non d'y procéder durant cette session.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je ne crois pas que nous ayons jusqu'ici montré de disposition à ne pas y procéder, étant donné que nous avons siégé jusqu'à deux heures et demie environ, l'autre matin, afin d'assurer l'adoption de la résolution qui sert de base à ce projet de loi. Celui-ci attend maintenant sa deuxième lecture et je ne crois pas que mon honorable ami ait besoin de s'inquiéter à son sujet.

LE RAPPORT BRUCE.

L'hon. M. LEMIEUX (Maisonneuve): J'observe que les journaux publient, ce matin, pour la première fois, la fameuse réponse Bruce au rapport Babbie, sous forme d'un résumé d'un livre publié par le docteur Bruce, si je comprends bien. Pouvons-nous espérer que le ministre de la Milice et de la Défense va maintenant déposer sur le bureau la réponse elle-même, telle qu'elle a été adressée au Gouvernement?

Le très hon. sir ROBERT BORDEN (premier ministre): Il me semble que j'ai répondu à ce sujet, soit à la dernière session soit à la session précédente. En ce moment, je ne vois pas de raison qui m'engage à modifier l'attitude que j'ai prise alors. Quoi qu'il en soit, je vais tenir compte de l'idée que mon honorable ami vient d'exprimer.

EMPRISONNEMENT PRETENDU DE SOLDATS CANADIENS EN SIBERIE.

M. ARCHAMBAULT: Je voudrais poser une question à l'honorable ministre de la Milice et de la Défense (M. Mewburn). Il y a quelques jours, j'ai eu un entretien avec des soldats revenant de Sibérie. Il appert que ces soldats s'étaient présentés pour se conformer à la loi du service militaire et avaient été mis malgré eux à bord d'un train à destination de Victoria, et là, forcés, à la pointe de la baïonnette, de s'embarquer pour la Sibérie. Il y en a qui résistèrent; ils passèrent au conseil de guerre et furent condamnés à deux ans de travaux forcés. Je crois comprendre qu'il y en a encore qui purgent leur peine en Sibérie. Je voudrais savoir du ministre s'il est au courant du fait, et dans ce cas, si c'est lui qui a donné les ordres.

Major général MEWBURN: En réponse à l'honorable député, je dirai que je ne suis pas au courant de la chose. Je doute fort que ce soit exact. Le général Elmsley sera ici dans deux ou trois jours; je le lui demanderai, mais je doute que ce soit vrai. Toutes nos troupes ont été retirées de Sibérie, sauf quelques détachements qui ont offert de rester là-bas pendant un ou deux mois. Tous les autres sont revenus au Canada.

M. ARCHAMBAULT: Est-ce que ces soldats ont été forcés, sur les ordres du département de la Milice, de s'embarquer malgré eux?

Major général MEWBURN: On ne les a pas forcés.

DEMANDES DE DOCUMENTS.

M. McKENZIE: Je désire faire remarquer au très honorable premier ministre (sir Robert Borden) et peut-être à l'honorable secrétaire d'Etat (M. Burrell) que l'honorable député de Queens, I.-P.-E. (M. Sinclair) a obtenu un ordre pour la production de documents relatifs au bureau de poste de Seaview, dans l'île du Prince-Edouard. Ces documents n'ont pas encore été produits et l'on désire beaucoup qu'ils le soient. Il y avait aussi un ordre de la Chambre en date du 9 juin, pour la produc-